

# Les Consultations citoyennes sur l'Europe : une opportunité à saisir

*Par les membres de l'Assemblée générale du Mouvement Européen-France*

*Paris - 24 mars 2018*

Nous nous félicitons que des « Consultations citoyennes » sur l'Europe soient organisées en France et dans 26 autres pays de l'UE entre avril et octobre 2018, à l'initiative du Président de la République. Ces consultations traduisent le souhait de renforcer l'ancrage civique des décisions européennes prises au nom des peuples et d'amplifier la démocratisation des Affaires européennes pour laquelle nous militons inlassablement depuis des décennies.

Ces consultations citoyennes ont vocation à mobiliser tous les acteurs du débat public sur les enjeux européens, mais aussi et surtout l'ensemble des Français soucieux d'exprimer ce que leur inspirent l'évolution de la construction européenne, l'appartenance de notre pays à l'UE ainsi que ses politiques et son fonctionnement.

C'est une opportunité unique de prendre la parole, pour critiquer l'UE comme pour formuler des propositions constructives, alors que les Européens sont confrontés à des défis internationaux d'une ampleur inédite (en matière sécuritaire, climatique, commerciale, migratoire...) et où ils s'interrogent sur le rôle et la place de l'Europe et de leurs pays dans la mondialisation. Tout doit être fait pour que cette opportunité civique soit pleinement saisie par le plus grand nombre de Français et d'Européens.

Les milliers de militants bénévoles du Mouvement Européen, ses sections locales et associations nationales membres ainsi que les Jeunes Européens - France réaffirment leur volonté de se mobiliser pour le succès populaire de ces « Consultations citoyennes », en tirant parti de leur expérience unique des débats destinés à un public non initié.

Nous relayerons et amplifierons la communication relative à l'organisation, au déroulement et aux résultats des consultations citoyennes, sur le terrain et en ligne. Nous organiserons une multitude de consultations citoyennes, en partenariat avec des acteurs associatifs et locaux, sur tout le territoire métropolitain et en Outre-mer et nous efforcerons d'y inviter des participants les plus divers.

Nous produirons des synthèses de qualité des consultations que nous organiserons ou co-organiserons, en identifiant les principaux constats et recommandations exprimés, sur la base des principes établis par la charte édictée par les autorités françaises.

Nous nous mobiliserons pour répondre au questionnaire en ligne diffusé par les autorités nationales et européennes, mais aussi pour le diffuser largement (électroniquement et via des actions de rue).

Nous saisissons l'occasion de ces consultations pour approfondir l'indispensable travail pédagogique sur le fonctionnement et les politiques de l'UE, en complément des activités du site de référence [touteurope.eu](http://touteurope.eu).

Nous œuvrerons avec le Mouvement Européen International et les autres Mouvements Européens pour contribuer à l'eupéanisation des débats organisés en France et à leur multiplication partout ailleurs, tant il nous paraît essentiel de juger et de construire l'Europe avec tous nos compatriotes de l'UE.

Nous inviterons enfin nos militants et sympathisants à participer aux consultations citoyennes organisées par les autorités publiques et d'autres acteurs, afin de garantir l'équilibre de débats que ne manqueront pas d'investir les eurosceptiques et les europhobes.

Nous souhaitons que le succès des consultations citoyennes puisse convaincre de la nécessité de donner la parole aux Français de manière régulière sur les enjeux européens, en s'appuyant sur les « réalisations concrètes » les plus prometteuses. Les dialogues citoyens organisés par la Commission européenne ou dans des pays comme l'Irlande ont ainsi vocation à devenir la norme plutôt que l'exception.

Les acteurs de la société civile promouvant le débat public sur l'Europe au plus près des citoyens doivent bénéficier d'un soutien matériel et moral constant et même renforcé en ces temps de controverses démocratiques.

Au-delà de consultations référendaires par nature ponctuelles, nous invitons les autorités gouvernementales et communautaires à recourir plus systématiquement à des panels citoyens ou à des forums délibératifs réunissant un « échantillon représentatif » de Français ou d'Européens. Nous les invitons aussi à commander et à publier régulièrement des sondages d'opinion en amont des grands choix et votes opérés par l'UE, et à rendre plus faciles le lancement et la reprise des « initiatives citoyennes » instituées par le Traité de Lisbonne.

Nous soulignons enfin l'importance de préparer la grande « consultation populaire » prévue en mai 2019, c'est-à-dire les prochaines élections au Parlement européen, sur la base d'une approche pleinement démocratique. Cela suppose la diffusion massive de toutes les informations permettant aux électeurs de former leurs opinions et leurs votes, la confrontation pluraliste de forces politiques présentant des candidats à la présidence de la Commission européenne, puis le respect par les chefs d'Etat et de gouvernement du choix exprimé par les électeurs français et européens.

Les consultations citoyennes sur l'Europe sont à la fois une opportunité civique à saisir et un essai politique à transformer. Nous ferons tout pour que leur succès et leur héritage soient à la hauteur des attentes de nos compatriotes en faveur du débat démocratique approfondi qu'appellent le fonctionnement et l'avenir de l'UE.